

## Le résultat agricole moyen des exploitations franciliennes de « céréales et oléoprotéagineux » se replie encore en 2014

En 2014, les exploitations agricoles « moyennes et grandes » spécialisées en céréales et oléoprotéagineux en Île-de-France dégagent un résultat courant avant impôt en repli par rapport à 2013. La dispersion des résultats entre exploitations se réduit mais reste élevée. La baisse des intrants ne compense pas celle des prix agricoles. Ce recul du résultat entraîne une réduction des investissements et une progression du taux d'endettement.

Le résultat courant avant impôt (RCAI) moyen des exploitations agricoles spécialisées en « Céréales et oléoprotéagineux » (COP) en Île-de-France, de 28 253 euros, se replie de nouveau en 2014. Il recule de 33 % par rapport à 2013. Cette baisse fait suite à la forte chute de 2013 par rapport à 2012 (- 55 %), l'année 2013 ayant elle-même succédé à trois années de résultats très satisfaisants. Le résultat 2014 est proche du résultat moyen du début des années 2000. Au niveau national, le RCAI moyen régresse de seulement 16 % par rapport à 2013 (18 840 euros en 2014 contre 22 404 euros en 2013).

Par unité de travail annuel non salarié (Utans), la diminution du RCAI moyen des exploitations spécialisées en COP reste du même ordre de grandeur. Elle est de 32 % au niveau francilien et de 16 % au niveau national.

La région Île-de-France se trouve au quatrième rang sur treize en termes

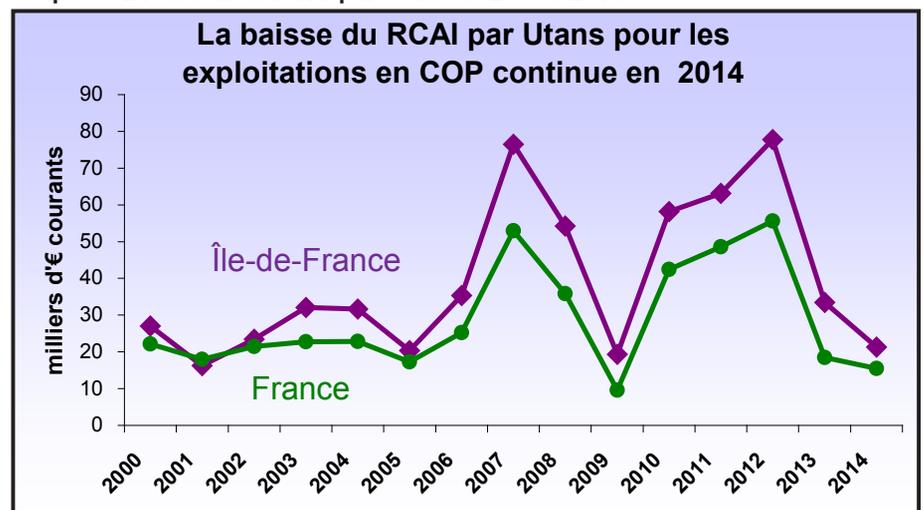
de RCAI moyen par Utans, derrière les Pays de la Loire, les Hauts-de-France et l'Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne.

Il est essentiel de noter que les charges sociales de l'exploitant ne sont pas comptabilisées dans le calcul du RCAI (1). En 2014, ces

cotisations sont relativement stables (-1 %) par rapport à 2013.

(1) Les cotisations de l'exploitant sont calculées à partir des résultats soit des trois dernières années, soit de l'année précédente.

Graph 1 : Évolution du RCAI par Utans de 2000 à 2014



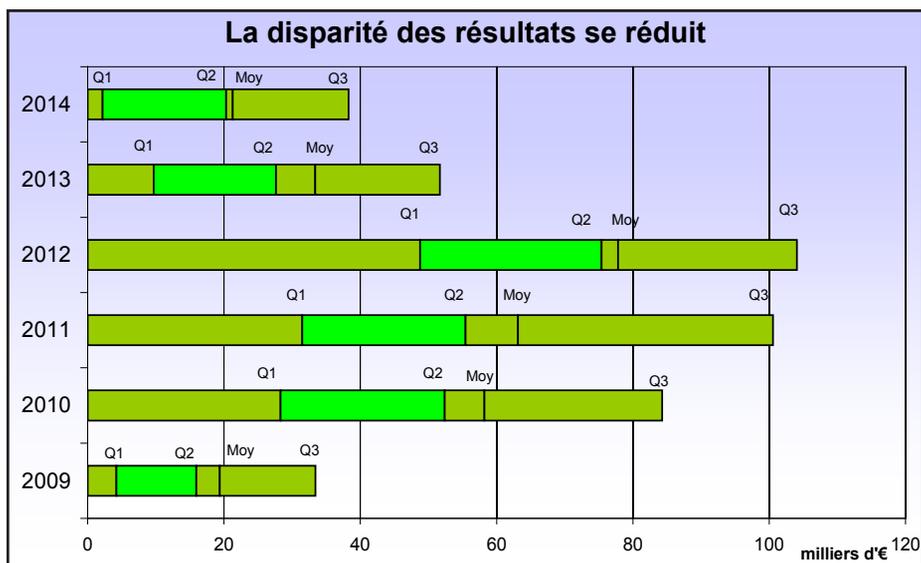
Moyenne par exploitation

Source : Agreste-Rica

## La dispersion des résultats se réduit mais reste importante

Comme en 2013, la dispersion des résultats des exploitations franciliennes se contracte en 2014. En effet, l'intervalle entre le quart des exploitations ayant les RCAI par Utans les plus faibles et le quart des exploitations ayant les plus hauts revenus (c'est-à-dire l'intervalle interquartile) est de près de 36 000 euros en 2014, en baisse de 14 % par rapport à 2013. Cet intervalle interquartile diminue aussi de 21 % pour l'excédent brut d'exploitation (EBE). Néanmoins, la dispersion des résultats des exploitations franciliennes demeure importante. En effet, un quart des exploitations ont un RCAI par Utans supérieur à 38 000 euros tandis qu'un quart des exploitations ont un RCAI par Utans inférieur à 2 000 euros, soit un rapport de 1 à 19. Le RCAI par Utans médian se situe à 20 000 euros en 2014, contre 27 640 euros en 2013. En 2014, plus la SAU est grande, moins mauvais sont les résultats en termes de RCAI par Utans. Alors que le RCAI moyen par Utans est de 8 000 euros pour les exploitations de moins de 75 hectares, il est de 48 000 euros pour les exploitations de plus de 200 hectares. Toutefois, les résultats demeurent très dispersés au sein des grandes exploitations. Ainsi, un quart des exploitations de 140 à 200 hectares ont un RCAI par Utans négatif, avec des pertes supérieures à 2 300 euros.

Graph 2 : COP : répartition des revenus par Utans sur la période 2009-2014



Source : Agreste-Rica Île-de-France

Q1 désigne le revenu en-dessous duquel se situent 25 % des exploitations, Q2 celui en-dessous duquel se situent 50 % des exploitations, Q3 celui en-dessous duquel se situent 75 % des exploitations. Exemple de lecture : en 2014, un quart des exploitations en COP ont perçu un revenu par actif inférieur à 2 177 € (Q1) ; Moy désigne le revenu moyen.

Tabl. 1 : Dispersion de l'EBE et du RCAI en 2014, en k€

	Moyenne	Premier quartile = Q1	Médiane = Q2	Troisième Quartile = Q3	Rapport Q3/Q1
EBE	68	29	50	96	3
RCAI	28	4	21	48	12
RCAI/Utans	21	2	20	38	19

Source : Agreste, RICA-Île-de-France 2013-2014

Tabl. 2 : Résultats des exploitations en COP selon la superficie agricole utile

Classe de superficie agricole, ha	<= 75	75-100	100-140	140-200	>200	Total
Utans, moyenne	1,55	1,12	1,30	1,28	1,38	1,33
RCAI/Utans, moyenne, K €	8,0	2,4	17,8	21,7	48,1	21,3
RCAI/Utans-Q1, K €	2,2	-16,0	3,4	-2,3	20,3	2,2
RCAI/Utans-Médiane, K €	7,2	3,2	21,2	26,7	37,0	20,3
RCAI/Utans-Q3, K €	23,0	10,3	29,8	47,9	65,9	38,3

Source : Agreste, RICA-Île-de-France 2013-2014

## La baisse des prix continue

En 2014, les cours moyen des céréales et oléoprotéagineux (2) continuent de reculer, pour la deuxième année consécutive, en raison de l'abondance de récoltes mondiales. Ainsi, le prix moyen du blé tendre passe de 199 €/t en 2013 à 161 €/t en 2014. Des récoltes volumineuses et des problèmes de qualité du blé tendre avec en particulier un indice de chute de Hagberg dégradé expliquent ce repli de 23 % par rapport à 2013. Le cours moyen de l'orge est de 140 €/t en 2014, contre 172 €/t en 2013.

## Le cours moyen du blé baisse de 23% en un an

Le prix du maïs s'effrite nettement aussi par rapport à 2013 (- 20 %). Il s'établit à 120 €/t en 2014. Outre l'abondance de la récolte, la concurrence avec le blé fourrager explique en partie cet effondrement du prix. De plus, en Île-de-France, l'épisode de grêle et l'excès d'eau de juin ont altéré localement la qualité du grain et augmenté des coûts de séchage. Le cours de la graine de colza évolue de façon similaire au cours des céréales. Il est inférieur de 19 % à celui de 2013. En revanche, le cours du tournesol augmente de 13 % par rapport à 2013.

La baisse des prix de vente contribue à la diminution de 9 % de la

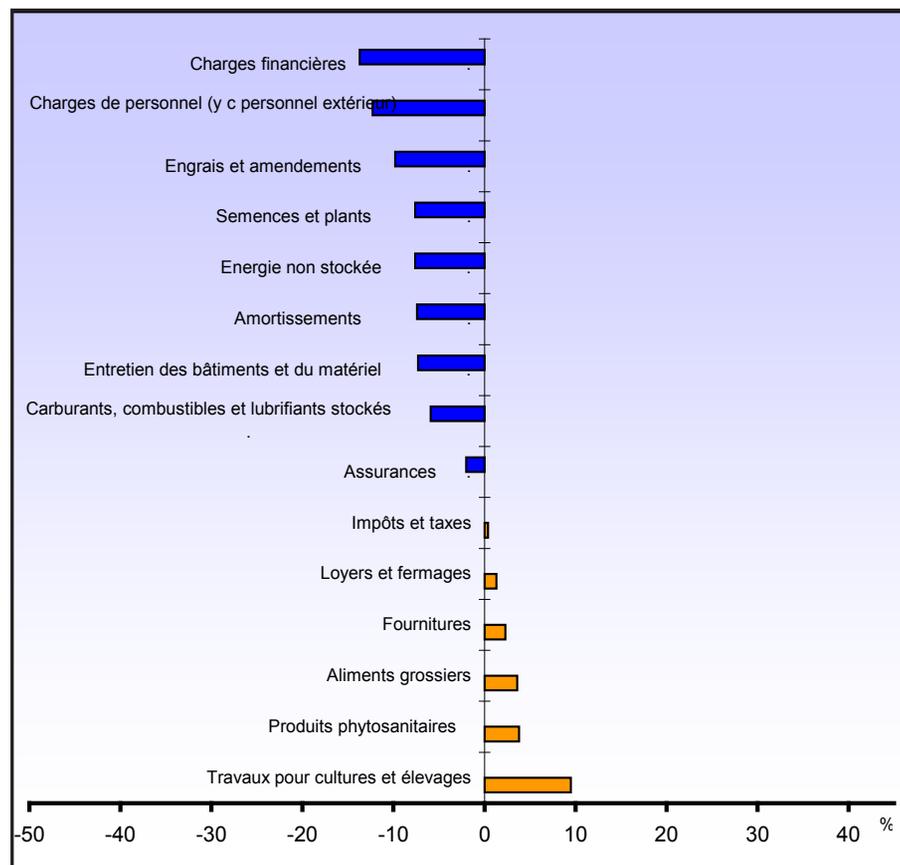
valeur de la production malgré des rendements meilleurs qu'en 2013, mais qui ne permettent pas, cependant, d'atténuer cette nette dépréciation des prix. Les rendements (2) du blé tendre (81 q/ha) et de l'orge (68 q/ha) progressent respectivement de 1 % et de 3 %. Le rendement

du maïs est excellent (102 q/ha), en hausse de 15 % par rapport à 2013. Ces bons rendements s'expliquent par des conditions météorologiques globalement favorables à la croissance des plantes.

(2) Source RICA



Graph 3 : Évolution en % des charges par ha pour les exploitations en COP



Source : Agreste, Rica Île-de-France 2013-2014

## Les subventions permettent à bon nombre d'exploitations d'avoir un résultat positif.

En moyenne en 2014, les subventions représentent 154 % du RCAI moyen régional.

Sans l'octroi de ces subventions, 71 % des exploitations franciliennes spécialisées en COP auraient un RCAI négatif en 2014, contre 21 % d'entre elles une fois les aides comptabilisées. Le niveau moyen du RCAI est de 28 253 euros quand les subventions sont comprises, alors qu'il serait négatif sans prise en compte de celles-ci (- 15 302 euros).

## Des charges contenues

Les charges courantes des exploitations franciliennes spécialisées en COP s'élèvent en moyenne à 197 milliers d'euros en 2014, soit 1 381 euros par hectare. Elles baissent de 3 % par rapport à 2013. Les charges d'approvisionnement, qui représentent 40 % des charges d'exploitation diminuent de 4 %, suite au recul du prix des intrants, notamment celui de l'énergie. Les charges financières, surtout celles à long terme, se contractent fortement (- 13 %).

Malgré des charges diminuées, la valeur ajoutée des exploitations franciliennes spécialisées en COP recule, en 2014, de 23 % par rapport à 2013, du fait du fléchissement de la valeur moyenne de la production de l'exercice. Elle s'établit à 335 €/ha, une valeur néanmoins supérieure à la moyenne nationale (293 €/ha).

Toutes les exploitations franciliennes spécialisées en COP perçoivent des subventions, de 43 555 euros en moyenne, soit 306 euros par hectare. Ces subventions, constituées principalement par des paiements uniques (à hauteur de 90 %), diminuent de 6 % par rapport à 2013. Quant à l'excédent brut d'exploitation (EBE), il se situe à un niveau inférieur de 18 % à celui de l'année 2013. Le résultat d'exploitation recule de 29 % par rapport à 2013, tout comme le RCAI moyen. Ils s'élèvent respectivement en moyenne à 211 et 199 euros par hectare en 2014.

## Une contraction des prélèvements privés et des investissements

La capacité d'autofinancement est inférieure de 18 % à celle de 2013, ce qui traduit bien le recul du RCAI. Les exploitants continuent à moins emprunter (- 4 %). Les prélèvements privés de 48 813 euros, poursuivent une tendance décroissante amorcée en 2013 (- 1%). Avec moins de ressources, les remboursements

d'emprunts sont en légère diminution (- 2 %) et les exploitants investissent moins (- 34 %). Ainsi, le ralentissement des investissements, qui a débuté en 2013 se poursuit en 2014. Les investissements en matériel et outillage, correspondant à 77 % de l'investissement total moyen sont les plus impactés.

Il en résulte, en 2014, une variation de fonds de roulement négative mais qui se redresse par rapport à 2013. Il en est de même pour la variation de la trésorerie nette, qui passe de -11,5 k€ en 2013 à -3,7 k€ en 2014.

La structure du bilan 2014 des exploitations franciliennes spécialisées en COP montre que l'actif circulant augmente de un point par rapport à l'actif immobilisé. L'endettement à long ou moyen terme, qui représente 68 % du total des dettes progresse très légèrement (+ 0,34%) tandis que les dettes à court terme augmentent sensiblement (+ 10 %).

## La dette moyenne des exploitations franciliennes spécialisées en COP s'élève à 155 244 euros

Le taux d'endettement, rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif, poursuit sa tendance haussière entamée en 2013 (+ 1 point) pour atteindre 33 % en 2014, en raison d'un repli des capitaux propres (-5 %). Le montant moyen des dettes des exploitations franciliennes spécialisées en COP s'élève à 155 244 euros en 2014, (soit 1 091 euros par hectare de SAU), en hausse de 4 % par rapport à 2013.

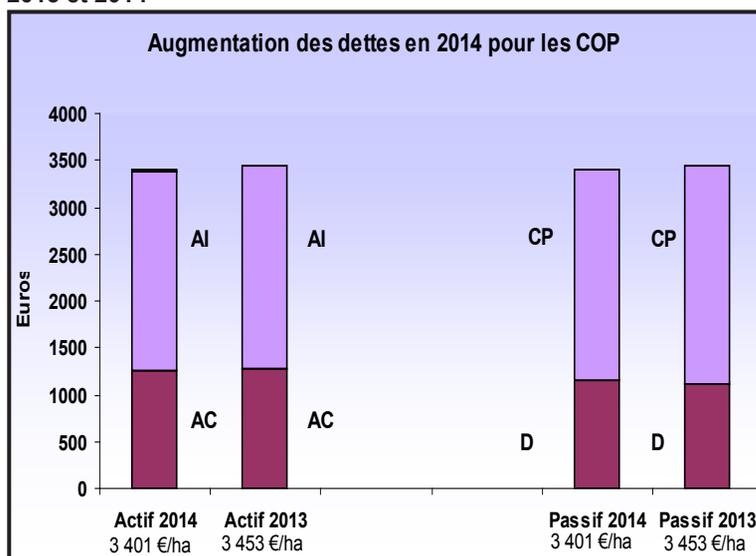
Tabl. 3 : Évolution des ressources et des emplois de 2013 à 2014 pour les exploitations en COP

	Céréales et oléoprotéagineux	
	Montant 2014 (K€)	Évol. 2014/2013 en % (1)
<b>a-Total des ressources durables</b>	<b>112,9</b>	<b>-12,9</b>
Capacité d'autofinancement *	66,9	-18,3
Cessions d'immobilisations	14,5	-8,4
Subventions d'équipement reçues	1,3	278,6
Nouvelles dettes financières	30,2	-3,9
<b>b-Total des emplois stables</b>	<b>118,9</b>	<b>-12,0</b>
Acquisitions d'immobilisations	43,1	-27,2
Augmentation des animaux reproducteurs	0,0	-133,8
Prélèvements privés	48,8	-1,0
Remboursement des dettes financières	27,0	-2,4
<b>c-Variation du fonds de roulement net (a) - (b)</b>	<b>-6,2</b>	
<b>d-Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>-2,5</b>	
<b>e-Variation de trésorerie nette (c) - (d)</b>	<b>-3,7</b>	

\* Capacité d'autofinancement : RCAI + Dotations aux amortissements + plus ou moins values.

(1) À échantillon constant dans l'Otefdd 1500 (Céréales et oléoprotéagineux) en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB.

Graph 4 : Bilan de clôture par ha des exploitations en COP en 2013 et 2014



Source : Agreste, RICA-Île-de-France 2013-2014

AI : actif immobilisé      CP : capitaux propres  
AC : actif circulant      D : dettes

Tabl. 4 : RICA Île-de-France et France 2014 : principaux résultats pour les exploitations en COP

valeur moyenne par exploitation	Île-de-France			France
	Céréales et oléoprotéagineux (COP) Otefdd 1500			COP Otefdd 1500
	Grandes (1)	Moyennes (2)	Ensemble (3)	
Nombre d'exploitations de l'échantillon	98	26	124	1 051
Nombre d'exploitations représentées	1 845	908	2 753	53 048
Part de chaque catégorie en %	45	23	68	17
<b>CARACTERISTIQUES GENERALES</b>				
Surface agricole utilisée (SAU) (ha)	176,3	73,2	142,3	125,1
dont faire-valoir direct (ha)	14,8	11,2	13,6	14,4
dont céréales(ha)	119,8	46,5	95,6	79,0
dont cultures industrielles (ha)	45,9	17,2	36,4	31,4
Nombre d'Unités travail annuel (UTA ) totales	1,6	1,5	1,6	1,4
dont UTA (non salarié) (UTANS)	1,3	1,4	1,3	1,2
Effectif animaux (en Unités Gros Bovins)	1,5	0,7	1,2	7,3
<b>ELEMENTS DU BILAN (milliers d'euros)</b>				
Actif immobilisé	351,5	174,0	293,0	208,1
Actif circulant	219,9	80,0	173,8	145,1
Capitaux propres	376,4	185,1	313,3	212,7
Endettement total	197,6	69,1	155,2	138,3
dont à court terme (yc tiers)	61,3	26,1	49,7	48,3
Autofinancement net des prélèvements privés	22,3	10,0	18,1	15,0
Taux d'endettement global (%)	34,4	27,2	33,1	39,4
<b>SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (milliers d'euros)</b>				
<b>Production de l'exercice</b>	<b>219,8</b>	<b>79,0</b>	<b>173,3</b>	<b>146,3</b>
+ ristournes, rabais, remises obtenus	1,7	0,6	1,4	1,0
- charges d'approvisionnement	98,7	39,0	79,2	69,0
- autres achats et charges externes	57,3	28,5	47,8	41,7
= Valeur Ajoutée Produite	65,6	12,0	47,7	36,6
+ subventions et indemnités d'exploitation	58,0	28,1	48,2	38,9
- fermage	25,4	8,0	19,5	15,8
- impôts et taxes	3,3	1,0	2,7	2,4
- charges de personnel	7,0	2,0	5,4	4,0
<b>= Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>87,3</b>	<b>29,0</b>	<b>68,2</b>	<b>53,3</b>
+ transferts de charges et autres produits de gestion courante	0,4	0,2	0,3	0,5
- dotations aux amortissements	47,4	20,0	38,4	32,1
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>40,6</b>	<b>8,9</b>	<b>30,1</b>	<b>21,6</b>
+ produits financiers	2,2	0,7	1,7	1,1
- charges financières	4,6	1,4	3,5	3,9
<b>= Résultat Courant Avant Impôts (milliers d'euros)</b>	<b>38,5</b>	<b>8,0</b>	<b>28,3</b>	<b>18,8</b>
- Charges sociales de l'exploitant	24,6	10,0	19,7	13,8
<b>= RCAI après paiement des charges sociales exploitant</b>	<b>14,0</b>	<b>-2,0</b>	<b>8,5</b>	<b>5,0</b>
<b>Revenu courant par Unité de travail annuel non salarié (UTANS)</b>	<b>29,1</b>	<b>6,0</b>	<b>21,3</b>	<b>15,5</b>
<b>RCAI par UTANS après paiement des charges sociales exploitant</b>	<b>22,2</b>	<b>4,4</b>	<b>16,0</b>	<b>4,1</b>

Source : Agreste-Rica 2014

(1) Grandes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 100 000 €.

(2) Moyennes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 25 000 € et inférieure à 100 000 €.

(3) Ensemble = grandes et moyennes exploitations.

Tabl. 5 : RICA Île-de-France 2014 : principales évolutions pour les exploitations de l'Otefdd 1500 (COP)

valeur moyenne par exploitation	Otefdd 1500 (COP)					
	Grandes exploitations (1)		Moyennes exploitations (2)		Ensemble (3)	
	2014	Évolution 2014/2013 (%) (4)	2014	Évolution 2014/2013 (%) (4)	2014	Évolution 2014/2013 (%) (4)
Nombre d'exploitations de l'échantillon	98		26		124	
Nombre d'exploitations représentées	1845		908		2 753	
Part de chaque catégorie en %	46		22		68	
<b>CARACTERISTIQUES GENERALES</b>						
Surface agricole utilisée (SAU) (ha)	176,3		73,2		142,3	
dont SAU en fermage (ha)	158,2		60,0		125,8	
Nombre d'Unités travail annuel (UTA ) totales	1,59		1,48		1,55	
dont UTA (non salarié) (UTANS)	1,31		1,36		1,33	
Effectif animaux (en Unités Gros Bovins)	1,5		0,7		1,2	
<b>ELEMENTS DU BILAN (milliers d'euros)</b>						
Actif immobilisé	351,5	-2,8	174,0	-0,1	293,0	-1,9
Actif circulant	220,1	-4,0	79,7	0,8	173,8	-2,7
Capitaux propres	376,3	-6,1	185,0	-2,3	313,3	-5,0
Endettement total	197,9	2,2	69,0	6,8	155,2	3,5
dont à court terme (yc tiers)	61,7	9,3	26,0	14,8	49,7	10,9
Autofinancement net des prélèvements privés	22,1	-60,0	9,8	354,0	18,1	-50,0
Taux d'endettement global (%)	34,4	5,4	27,2	6,3	33,1	5,3
<b>SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (milliers d'euros)</b>						
<b>Production de l'exercice</b>	<b>219,8</b>	<b>-9,3</b>	<b>78,8</b>	<b>-8,3</b>	<b>173,3</b>	<b>-8,7</b>
+ ristournes, rabais, remises obtenus	1,7	17,6	0,6	-2,1	1,4	14,6
- charges d'approvisionnement	99,1	-5,0	38,9	-2,2	79,2	-4,1
- autres achats et charges externes	57,3	2,1	28,5	1,8	47,8	2,4
= Valeur Ajoutée Produite	65,2	-22,1	12,0	-36,1	47,7	-23,0
+ subventions et indemnités d'exploitation	58,0	-2,8	28,1	2,4	48,2	-2,3
- fermage	25,3	-2,3	7,8	-2,2	19,5	1,9
-impôts et taxes	3,3	3,8	1,4	-12,1	2,7	1,1
- charges de personnel	7,0	23,5	2,3	-20,9	5,4	-14,5
<b>= Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>87,6</b>	<b>-18,2</b>	<b>28,7</b>	<b>-19,1</b>	<b>68,2</b>	<b>-18,6</b>
+ transferts de charges	0,4	-19,1	0,2	17,1	0,3	0,3
- dotations aux amortissements	47,4	-9,0	20,1	1,8	38,4	-6,8
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>40,6</b>	<b>-26,8</b>	<b>8,9</b>	<b>-44,8</b>	<b>30,1</b>	<b>-28,76</b>
+ produits financiers	2,2	-10,3	0,7	4,7	1,7	-7,9
- charges financières	4,6	-15,3	1,4	-2,4	3,5	-13,2
<b>= Résultat Courant Avant Impôts (RCAI)</b>	<b>38,2</b>	<b>-27,3</b>	<b>8,1</b>	<b>-46,8</b>	<b>28,3</b>	<b>-29,5</b>
- Charges sociales de l'exploitant	24,4	0,7	10,3	-8,8	19,7	-1,3
<b>= RCAI après paiement des charges sociales exploitant</b>	<b>14,2</b>	<b>-52,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>-172,4</b>	<b>8,6</b>	<b>-60,1</b>
<b>RCAI par Unité de travail annuel non salarié (UTANS)</b>	<b>29,0</b>	<b>-27,8</b>	<b>6,0</b>	<b>-51,9</b>	<b>21,3</b>	<b>-32,0</b>
<b>RCAI par UTANS après paiement charges sociales exploitant</b>	<b>10,5</b>	<b>-53,1</b>	<b>-1,6</b>	<b>-165,5</b>	<b>6,4</b>	<b>-61,5</b>

Sources : Agreste-Rica 2014, 2013

2014 : valeurs réelles à échantillon complet

(1) Grandes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 100 000 €.

(2) Moyennes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 25 000 € et inférieure à 100 000 €.

(3) Ensemble = grandes et moyennes exploitations.

(4) À échantillon constant et en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB, pour les éléments du bilan et les soldes intermédiaires de gestion.

## Qu'est-ce que le RICA ?

Le RICA (Réseau d'information comptable agricole) est une enquête statistique nationale réalisée par quota auprès d'environ 7 300 exploitations. Elle recueille les comptabilités d'agriculteurs ainsi que quelques variables caractérisant la structure de leur exploitation (SAU, rendement, composition du cheptel...). Le RICA porte sur les exploitations dites moyennes et grandes, c'est-à-dire celles dont la production brute standard ou PBS (« potentiel » économique basé sur les surfaces et cheptels) atteint au minimum 25 000 €.

**En 2014, l'échantillon de la région Île-de-France comprend 181 exploitations, qui servent à représenter les 4 052 exploitations franciliennes moyennes et grandes. L'univers de référence servant à la pondération est issu du recensement agricole 2010 extrapolé à 2014.**

## DÉFINITIONS

### - Classification des exploitations :

Les exploitations peuvent se décliner selon leur orientation technico-économique (Otex). En Île-de-France, 70 % des exploitations sont classées dans l'orientations Otefdd 1500 (nomenclature française de diffusion détaillée) « Céréales et oléoprotéagineux ».

### - Résultat courant avant impôt (RCAI) :

Le RCAI est égal aux produits de l'exploitation relevant de l'activité de l'exploitation (vente de biens, production, prestations de services...)

- + les subventions et indemnités d'exploitation reçues,
- + les transferts de charges,
- + les produits financiers (intérêts perçus, revenus des comptes en banques...),

desquels sont déduits les charges d'exploitation (approvisionnements, achats de marchandises, travaux et services consommés, loyers et fermages, entretien des bâtiments, assurances, impôts et taxes, charges de personnel), les amortissements des biens immobilisés, et les charges financières (intérêts des emprunts...).

## Pour en savoir plus :

Résultats détaillés pour l'Île-de-France sur le site de la DRIA AF :

- [\*Le RICA en poche année 2014 en Île-de-France\*](#)

Résultats nationaux et régionaux sur le site Agreste du Ministère de l'agriculture :

- [\*Réseau d'information comptable agricole\*](#)